

Derrière les fichiers nazis

par Elisa Goudin

En Allemagne, un moteur de recherche permet d'explorer les registres du Parti nazi. Au-delà des secrets de famille, cette initiative ravive des débats. Quelle différence entre la connaissance et la mémoire ? Que faire du nazisme à l'heure où l'extrême droite s'efforce de le réhabiliter ?

Depuis le 2 avril 2026, un outil Internet secoue l'Allemagne. L'hebdomadaire *Die Zeit* a lancé ce jour-là un moteur de recherche permettant d'explorer plus de 10 millions de documents : le registre des membres du NSDAP entre 1925 et 1945. En deux clics, tout un chacun peut savoir si son grand-père, sa grand-mère, ou toute autre personne, était membre du Parti nazi. En dehors de la forte probabilité de gâcher l'ambiance du prochain repas du dimanche, quelles sont les conséquences et les enjeux de cette petite révolution fortement débattue outre-Rhin ?

Vertige des archives

Revenons sur les faits : à la fin de la Seconde Guerre mondiale, 12 millions de documents couvrant les adhésions au NSDAP depuis 1925 sont confiés par ce parti à un certain Hanns Huber, un puissant industriel de Munich, propriétaire d'une papeterie, afin qu'il les détruise. Au lieu de les faire disparaître, il désobéit, au nom, dira-t-il plus tard, de l'importance de ces documents pour l'histoire, et ces millions de fiches d'adhésion finissent entre les mains des forces américaines.

À la mi-mars 2026, soit plus de 80 ans après, les Archives nationales américaines de Washington, qui avaient gardé une copie de tous ces documents sur microfilms numérisés¹, mettent en ligne les données, qui étaient déjà accessibles, mais exigeaient une démarche administrative pour pouvoir être consultées. L'afflux des curieux est tel que les serveurs sont à plusieurs reprises surchargés, mais la recherche peut être longue et compliquée, surtout pour les personnes qui ne connaissent pas le maniement de ces archives.

C'est là qu'intervient *Die Zeit*. Le journal développe un moteur de recherche très simple, permettant à tout le monde (plus exactement à ses abonnés, mais on peut s'abonner pour un euro) d'accéder rapidement à toutes les données – ou presque : le journal a exclu les personnes nées il y a moins de 100 ans. Cet outil a été mis en place avec l'aide à la fois des archives américaines et allemandes et de l'intelligence artificielle.

On entre un nom de famille et on voit apparaître prénoms, date, lieu de naissance et date d'adhésion au parti. Exactement comme on rechercherait un ancien copain en consultant son profil sur un réseau social ! On peut scroller sur les microfilms pour explorer le registre gigantesque et, en cliquant sur une fiche, voir la carte de membre avec son numéro, ainsi que, parfois, la photo de la personne. Évidemment, c'est assez vertigineux.

Combien de sympathisants ?

L'outil, précise *Die Zeit*, n'est pas infallible : il y a quand même eu une destruction partielle des archives, de sorte que *les informations concernant environ un million de membres ont été perdues*. Cela concerne surtout les noms commençant par certaines lettres, notamment entre *Fa et G* ou entre *Ka et O*, ce qui fait quand même du monde... Il y a aussi des fiches manquantes, pour des personnes originaires de Vienne et Salzbourg, en Autriche, et de la région de Franconie, en Allemagne. Enfin, certaines fiches ont été archivées séparément par les Américains et ne figurent pas dans la base de données exploitées par le journal ; cela concerne les personnalités les plus

¹ Toutes ces fiches d'adhésion ont été conservées pendant des décennies à Berlin, dans une institution administrée par les États-Unis, puis par les Archives fédérales allemandes, les Américains en conservant une copie. C'est cette dernière qui a été mise en ligne en mars 2026.

impliquées dans le régime nazi. Chercher les noms d'Adolf Hitler ou de Heinrich Himmler ne donnera rien, ce qui est un peu déroutant.

Au total, plus de 12 millions d'Allemands ont adhéré au Parti nazi, issus de toutes les classes sociales, ouvriers, intellectuels, agriculteurs, enseignants, chefs d'entreprise, etc. Les deux sexes étaient représentés : croire que la proportion de femmes ayant adhéré était négligeable serait une erreur².

Mais aujourd'hui, 75 % des Allemands pensent que leurs ancêtres n'ont pas adhéré au NSDAP. Seul un quart de la population pense avoir un ancêtre qui a été sympathisant nazi, ce qui est très en dessous de la réalité ! Pourtant, il y a eu de nombreuses mesures de pédagogie dans les écoles, les médias, ainsi que des études historiques et sociologiques pour réfléchir aux causes et à l'ampleur de la culpabilité collective.

L'« encyclopédie » et l'« album »

Cela s'explique par le fait que, comme le montre l'ouvrage *Papy n'était pas nazi* (2002)³, il existe une grande différence entre la connaissance de l'histoire et la représentation émotionnelle du passé. Les souvenirs émotionnels, transmis d'une génération à l'autre par des récits intra-familiaux, n'ont bizarrement pas de lien avec les connaissances historiques sur cette période.

Pour reprendre les mots des auteurs, Harald Welzer, Sabine Moller et Karoline Tschuggnall, il existe métaphoriquement, à côté d'une « encyclopédie » fondée sur la connaissance du passé, un autre système de référence émotionnel plus important pour l'interprétation de ce même passé : un système comprenant parents, grands-parents, lettres, photos et archives personnelles sur l'histoire familiale, qui constituent un « album » du Troisième Reich, souvent illustré par la guerre, la souffrance, la faim, les privations, voire une certaine fascination – à la différence de l'« encyclopédie », composée des crimes de masse, de la dictature et de l'extermination des Juifs.

² Voir les travaux de Johann Chapoutot, Christian Delage, Elissa Mailänder et Patrick Farges, par exemple <https://www.ihtp.cnrs.fr/productions/les-femmes-dans-le-projet-nazi/> et <https://journals.openedition.org/genrehistoire/2202>

³ Harald Welzer, Sabine Moller, Karoline Tschuggnall, « Opa war kein Nazi ». Nationalsozialismus und Holocaust im Familiengedächtnis, Frankfurt, Fischer Verlag, 2002 [Papy n'était pas nazi. National-socialisme et Holocauste dans la mémoire familiale].

De ce fait, « encyclopédie » et « album » sont rangés l'un à côté de l'autre dans la bibliothèque du salon. Si les membres de la famille ont le devoir de faire coïncider les éléments des deux ouvrages, le plus souvent, ils ne le font pas. Les nazis sont toujours dans les familles des autres ! Et cela était encore pire en RDA, où le régime célébrait l'héroïsme des résistants communistes de la première heure, en propageant l'idée que tout le monde était antifasciste et que la responsabilité du nazisme ne concernait que l'autre Allemagne, la RFA.

De fait, il existe aujourd'hui un décalage important, difficile à comprendre, entre la puissance institutionnelle et financière des structures pédagogiques et mémorielles allemandes, d'une part, et la faiblesse patente de leurs résultats, d'autre part. Les trois quarts de la population pensent n'avoir aucun ancêtre nazi. L'AfD, parti d'extrême droite, reprend à son compte des thèses et des slogans nazis, remportant pourtant toujours plus de suffrages.

L'AfD et la réhabilitation du nazisme

Depuis mai 2025, ce parti est désigné « avec certitude comme un parti d'extrême droite » (*gesichert rechstextrem*) par les Renseignements intérieurs, l'Office fédéral de protection de la Constitution, ce qui ne l'empêche pas d'être le premier parti d'opposition au Bundestag, avec 152 députés.

Le programme de l'AfD rappelle les idéologèmes nazis : une politique culturelle identitaire et « *völkisch* » (lutte contre l'art et le théâtre « anti-allemands », hostilité au Bauhaus) afin de renouer avec une fierté nationale supposément éteinte ; une opposition à la « perpétuation de la névrose » qu'encouragerait le travail sur le nazisme ; la xénophobie (en janvier 2024 a eu lieu à Postdam une rencontre secrète entre des dirigeants de l'ultra-droite néonazie, dont plusieurs personnalités de l'AfD, et de riches mécènes sur le thème de la « rémigration »).

L'AfD entend aussi, si elle arrive au pouvoir, supprimer purement et simplement le droit à l'asile pour les personnes persécutées politiquement, un pilier essentiel de la Loi fondamentale allemande et du consensus démocratique de l'après-guerre. *Die Zeit* a relaté les propos d'Alexander Gauland, actuel président d'honneur de l'AfD, qui réclame que l'on mette « un point final au national-socialisme ». En 2017,

il a affirmé que l'Allemagne peut « être fière de ce qu'avaient fait les soldats allemands pendant les deux guerres mondiales ».

Tout indique que l'AfD cherche à balayer le travail de mémoire accompli depuis 1945. Le moteur de recherche développé par *Die Zeit* va-t-il, peut-il, changer la donne ? Suffit-il de contredire les mémoires familiales pour lutter contre les idées nazies ?

Adhésion précoce ou tardive ?

Une première chose sur laquelle il faut insister : le moteur de recherche, outre les limites déjà évoquées liées à la perte de certaines fiches, ne permet pas de savoir qui était nazi, mais seulement qui avait adhéré au NSDAP. On pouvait être un nazi convaincu, mais ne pas avoir pris sa carte, d'autant qu'entre 1933 et 1937 le NSDAP a rendu plus difficile le processus d'adhésion, pour éviter que trop de gens n'adhèrent par opportunisme, pour obtenir plus facilement un emploi ou conserver le sien dans la fonction publique, par exemple⁴.

À l'inverse, toutes les personnes qui ont adhéré n'étaient pas nécessairement convaincues par l'offre idéologique du NSDAP. Certaines personnes ont adhéré afin de protéger un proche, par peur, pour ne pas susciter la suspicion, ou tout simplement par conformisme et effet de masse, même si, il faut le souligner, personne n'a jamais été contraint d'adhérer. La question est alors de savoir ce qui est le plus grave : une adhésion précoce, avant 1930, donc sans doute par conviction, ou une adhésion tardive, vers 1940, alors que l'on savait déjà beaucoup de choses sur les crimes du régime ?⁵

Die Zeit a lancé un appel à témoignages et les retours sont très divers : pour beaucoup, la consultation des archives de leurs grands-parents ou arrière-grands-parents a été un choc, une douleur, qui a entraîné stupeur ou colère. Comment un homme comme mon grand-père, si aimant, qui me faisait d'incroyables gâteaux quand

⁴ Je renvoie à l'excellent podcast d'Hélène Kohl (*le Podcast*), podcast d'information en français sur l'actualité allemande. Elle évoque la question dans l'épisode S6 E7.

⁵ Une exposition temporaire jusqu'en janvier 2027, *Was wussten die Deutschen ?* (Que savaient les Allemands ?) à la Topographie des Terrors à Berlin, pose la question de ce qui pouvait être ou non ignoré sur la Shoah.

j'étais enfant, a-t-il pu être nazi ? Comment une femme drôle et ouverte comme l'était ma grand-mère a-t-elle pu être nazie ?

Il y a aussi de nombreux témoignages qui peuvent se résumer par « À quoi bon ? ». Pourquoi remuer un passé si douloureux aujourd'hui ? Ne devrait-on pas se concentrer sur les crimes actuels ? Le monde n'en manque pas... Il y a aussi des gens qui affirment ne pas avoir été surpris : ils se doutaient qu'il existait un secret de famille, des choses qui avaient été tues, etc.

Dans tous les cas, la consultation de ces archives pose un problème de fond : le risque de transmettre une vision binaire de l'histoire (nazi ou pas nazi), alors que les historien.nes du Troisième Reich ont montré depuis longtemps que la réalité était beaucoup plus complexe.

Mettre à jour le logiciel

Pendant longtemps, les Allemands ont été les champions de la commémoration. Comme le montre toutefois Thomas Serrier, ce modèle est entré « en crise, miné par un dogmatisme mémoriel ignorant les révisions nécessaires, et un immobilisme satisfait⁶ ». Comment expliquer cela ?

Jürgen Habermas a très tôt réfléchi à des alternatives au nationalisme, qui ne risqueraient pas d'éloigner la RFA des valeurs progressistes occidentales, et proposé le concept de « patriotisme constitutionnel » (*Verfassungspatriotismus*), une fierté autour de la Constitution plutôt que d'autres symboles nationaux. En 2001, l'ouverture du Musée juif de Berlin, avec son architecture en forme d'étoile de David écartelée, faisait suite aux efforts pour montrer la longue histoire commune des Juifs et des Allemands. Le Mémorial de l'Holocauste, construit à côté du bâtiment du Bundestag en 2005, avait été une autre occasion de débattre du passé nazi dans l'espace public. On pourrait multiplier les exemples à l'envi.

Les satisfecit sont arrivés du monde entier : l'écrivain hongrois Imre Kertész, prix Nobel de littérature, a souvent exprimé sa confiance dans la force, la stabilité et la maturité de la démocratie allemande. La chercheuse américaine Susan Neiman a, dans son ouvrage *Learning from Germans* (2019), analysé les mesures prises en RFA pour

⁶ Thomas Serrier, « Malaise dans la culture mémorielle allemande », AOC, 5 décembre 2024.

expier le nazisme ; elle attribuait la mention « Très Bien » à l'ensemble des dispositifs politiques, pédagogiques et médiatiques ayant contribué au développement d'une culture démocratique.

Qu'est-ce qui ne fonctionne plus ? Pourquoi l'AfD peut-elle continuer à progresser malgré les références à peine voilées au nazisme ? Le « logiciel mémoriel » allemand ne mérite-t-il pas « une mise à jour sans concession », pour reprendre l'expression de Thomas Serrier ? Si ce dernier dénonce les apories d'un discours mémoriel un peu ronronnant, c'est surtout parce que, selon lui, ce discours n'est plus adapté aux enjeux actuels.

Fin 2024, le Bundestag a adopté la résolution « Plus jamais ça, c'est maintenant ! Protéger, préserver, renforcer la vie juive en Allemagne », qui, malgré ses bonnes intentions, ouvre la voie à une interdiction de toute critique d'Israël, résolution adoptée avec le soutien de l'AfD, occasion rêvée de s'octroyer un blanc-seing de philosémitisme après de nombreuses déclarations sulfureuses. Comment justifier une telle décision ? On a aussi ce débat en France, avec le débat parlementaire – avorté – sur le projet de loi Yadan.

Secrets de famille

Sans doute le logiciel mémoriel de l'Allemagne n'est-il plus adapté. Par quoi le remplacer ? Ce moteur de recherche peut-il jouer un rôle positif pour maintenir, malgré tout, la mémoire des crimes nazis ?

Toutes les personnes ou presque ayant été actives dans le nazisme sont décédées désormais ; il n'y aura bientôt plus personne non plus, parmi les victimes, pour témoigner⁷. Comment continuer à faire passer la leçon de base, à savoir les finalités toujours mortifères des idéologies suprémacistes ? Comment empêcher le retour de l'histoire ?

Serge Tisseron, chercheur et psychiatre spécialiste de Tintin, a étudié les secrets de famille. Il a montré que l'impact d'un secret va au-delà de la personne qui lui est liée, et touche aussi sa descendance, avec des conséquences qui peuvent être graves

⁷ Eva Schloss, la demi-sœur d'Anne Frank et survivante d'Auschwitz, est morte récemment à Londres, à l'âge de 96 ans.

dans certains cas⁸. Que faire de la révélation d'un secret comme l'adhésion au NSDAP d'un aïeul ?

Le fait en lui-même ne dit pas grand-chose des causes et des circonstances de cet acte. Quels peuvent être les effets sur la descendance ? Ne plus pouvoir se dire que « Papy fait de la résistance » peut être compliqué, surtout si le fameux secret a toujours été tu. Par ailleurs, ce moteur de recherche n'est-il pas risqué ? La question mérite d'être posée.

N'importe qui va pouvoir savoir si le prof qui a mis une mauvaise note à son fils avait un grand-père nazi. On pourra juger les ancêtres de ses voisins, de son ex-belle-mère. Est-ce que cela a encore une utilité sociale ?

Publié dans laviedesidees.fr, le 12 mai 2026.

⁸ Serge Tisseron, *Secrets de famille, mode d'emploi*, Paris, Ramsay, 1996.